



Communauté de Communes Auxonne Pontailler Val de Saône
Ancienne Route Nationale
21130 - AUXONNE

Marché public de travaux

**Réaménagement et mise en conformité de la déchèterie de Pontailler
sur Saône**

Procédure adaptée









En application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.





Règlement de la Consultation (R.C.)

Date et heure de remise des offres

LE LUNDI 2 DECEMBRE à 12H00

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Marché public de Travaux</p> <p><u>Objet</u> : Réaménagement et mise en conformité de la déchèterie de Pontailier sur Saône</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Communauté de Communes Auxonne Pontailier Val de Saône</p> <p>Ancienne Route Nationale</p> <p>21130 - AUXONNE</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Travaux.</p>
	<p>Le marché est divisé en 5 lots.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p>https://www.marches-securises.fr/</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>L'acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation.</p> <p>Après examen des offres, la CCAPVAL sélectionnera directement le titulaire ou engagera des négociations dans le respect de l'égalité de traitement des candidats.</p> <p>Si elles ont lieu, les négociations se dérouleront selon les modalités suivantes :</p> <p>Les candidats des 3 offres les mieux classées seront invités à participer à une négociation, sur des éléments qui leur seront communiqués à cette occasion. Suivant la situation sanitaire en cours, la négociation se fera soit par visioconférence ou un moyen permettant de mener celle-ci à distance, soit par un entretien physique.</p> <p>La participation aux entretiens de négociations, qui se tiendront aux bureaux de la CCAPVAL, ne donnera lieu à aucune indemnité.</p> <p>A l'issue de cette présentation, les candidats pourront être invités à mettre à jour leur offre initiale.</p> <p>Si le nombre d'offres régulières est inférieur à 3 ou en l'absence d'offre régulière, la négociation sera menée avec tous les candidats, quel que soit leur nombre, ayant remis une offre admissible et une offre à l'exception des candidats ayant présenté une offre inappropriée ou hors délai.</p> <p>Les candidats sont tenus de répondre aux demandes de la CCAPVAL.</p> <p>A l'issue de la négociation, les candidats seront invités à remettre une offre.</p> <p>Les offres seront analysées et classées selon les mêmes critères et avec les mêmes pondérations que celles définies au présent Règlement de Consultation (article 6.1).</p>

	La visite du site est obligatoire.
	Les informations concernant les variantes sont indiquées au sein du présent document.
	Les informations concernant les prestations supplémentaires éventuelles sont indiquées au sein du présent document.
	Code CPV principal de la consultation : 45200000-9 : Travaux de construction complète ou partielle et travaux de génie civil

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.1.	Objet de la consultation	5
1.2.	Codes CPV.....	5
1.3.	Délai d'exécution.....	5
ARTICLE 2.	DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 3.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
3.1.	Procédure de passation.....	6
3.2.	Allotissement.....	6
3.3.	Négociation	6
3.4.	Renseignements complémentaires.....	7
3.5.	Visite de site	7
ARTICLE 4.	PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE.....	7
4.1.	Dossier de candidature	7
4.2.	Sous-traitance	8
4.3.	Groupements d'opérateurs économiques.....	9
ARTICLE 5.	PRÉSENTATION DE L'OFFRE	9
5.1.	Présentation du dossier d'offre.....	9
5.2.	Variantes	10
5.3.	Prestations supplémentaires éventuelles.....	10
5.4.	Délai de validité.....	10
ARTICLE 6.	CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE	10
ARTICLE 7.	MODALITÉS DE REMISE DES PLIS.....	11
ARTICLE 8.	ATTRIBUTION DU MARCHÉ	12
ARTICLE 9.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	13
ANNEXE 1:	ATTESTATION DE VISITE	14

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet de la consultation

Objet des travaux : Réaménagement et mise en conformité de la déchèterie de Pontailler sur Saône.

Lieu d'exécution : Communauté de Communes Auxonne Pontailler Val de Saône, Ancienne Route Nationale, 21130 AUXONNE

Le marché est divisé en lots comme suit :

Lot 1 "Terrassement VRD"

Lot 2 "Génie-civil Bâtiment"

Lot 3 "Électricité éclairage vidéo surveillance"

Lot 4 "Clôture serrurerie espaces verts"

Lot 5 "Gestion d'accès"

1.2. Codes CPV

Le code CPV principal du marché est le suivant : 45200000-9 - Travaux de construction complète ou partielle et travaux de génie civil

Code(s) CPV secondaire(s) :

Lot n° 1 : Terrassement VRD

Lot n° 2 : Génie-civil Bâtiment

Lot n° 3 : Électricité éclairage vidéo surveillance

Lot n° 4 : Clôture serrurerie espaces verts

Lot n° 5 : Gestion d'accès

1.3. Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché est de 9 mois

Caractéristiques du délai d'exécution du marché :

Conformément à l'article 18.1.1 alinéa 1 du CCAG travaux, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements sont à la charge du titulaire.

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés par ordre de service dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG travaux.

Période de préparation :

Une période de préparation de 1 mois est prévue.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, ...

Délai d'exécution des travaux : 6.5 mois

Pour l'ensemble des lots, le délai d'exécution du marché commence à courir à partir de la date de commencement qui sera définie par ordre de service.

ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr/>

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure de passation

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, le marché est passé par procédure adaptée.

3.2. Allotissement

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

Le maître d'ouvrage ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

3.3. Négociation

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage a prévu la possibilité de négocier mais se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

Après examen des offres, la CCAPVAL sélectionnera directement le titulaire ou engagera des négociations dans le respect de l'égalité de traitement des candidats.

Si elles ont lieu, les négociations se dérouleront selon les modalités suivantes :

Les candidats des 3 offres les mieux classées seront invités à participer à une négociation, sur des éléments qui leur seront communiqués à cette occasion. Suivant la situation sanitaire en cours, la négociation se fera soit par visioconférence ou un moyen permettant de mener celle-ci à distance, soit par un entretien physique.

La participation aux entretiens de négociations, qui se tiendront aux bureaux de la CCAPVAL, ne donnera lieu à aucune indemnité.

A l'issue de cette présentation, les candidats pourront être invités à mettre à jour leur offre initiale.

Si le nombre d'offres régulières est inférieur à 3 ou en l'absence d'offre régulière, la négociation sera menée avec tous les candidats, quel que soit leur nombre, ayant remis une offre admissible et une offre à l'exception des candidats ayant présenté une offre inappropriée ou hors délai.

Les candidats sont tenus de répondre aux demandes de la CCAPVAL.

A l'issue de la négociation, les candidats seront invités à remettre une offre.

Les offres seront analysées et classées selon les mêmes critères et avec les mêmes pondérations que celles définies au présent Règlement de Consultation (article 6.1).

3.4. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-securises.fr/>

3.5. Visite de site

Le soumissionnaire est tenu d'effectuer une visite des lieux.
La visite de site est prévue le mardi 19 Novembre de 9h00 à 10h30

Le soumissionnaire joint à son offre l'attestation en annexe correctement complétée.

Chaque candidat est réputé avoir procédé à une visite du site avant la remise de son offre. En conséquence, il ne saurait se prévaloir ultérieurement de contraintes et/ou d'imprévus résultants des caractéristiques du site, et n'apparaissant pas dans le dossier de consultation, pour présenter, à ce titre, une quelconque demande d'indemnité.

ARTICLE 4. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE

4.1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.
Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat	Lot
1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.	Tous les lots

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Lot
1	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.	Tous les lots
2	Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.	Tous les lots
3	Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.	Tous les lots

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si le maître d'ouvrage peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Liste des pièces justificatives que les entreprises ne sont pas tenues de produire dans leur candidature aux marchés publics:

En application du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants :

- l'attestation de régularité fiscale ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- l'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- l'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

4.2. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

4.3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

5.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement

	Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre. En cas d'allotissement, le candidat établira soit un acte d'engagement unique regroupant le ou les lots auxquels il soumissionne soit un acte d'engagement par lot.
2	Le relevé d'identité bancaire
3	Le mémoire technique
4	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant
5	L'attestation de visite en annexe correctement complétée.

5.2. Variantes

Les candidats sont autorisés à présenter des variantes, à la condition expresse d'avoir préalablement répondu au dossier de base. Cette obligation est assouplie par les termes du CCTP concernant le lot n°2 : Génie-civil du Bâtiment.

5.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

5.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 6 mois calendaire, à compter de la date limite de présentation des offres.

ARTICLE 6. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

Le maître d'ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.
Ces critères d'attribution valent pour tous les lots.

N°	Description	Pondération
1	Prix	40
	<p><i>Le prix des prestations sera celui proposé par le candidat dans l'acte d'engagement. La note attribuée dépendra directement de l'écart entre le prix et le montant de l'offre la plus basse selon la formule suivante :</i></p> <p><i>Note = 100 x (Pb/P)</i></p> <p><i>Avec P = Prix à noter,</i></p> <p><i>Pb = Prix de l'offre la plus basse</i></p> <p><i>NB : Les offres jugées anormalement basses seront éliminées.</i></p> <p><i>Le MOE procédera à l'instruction des dossiers dans les conditions suivantes :</i></p> <p><i>a. Ouverture et enregistrement des offres,</i></p> <p><i>b. Analyse des offres par rapport aux critères de choix,</i></p> <p><i>c. Classement des offres par ordre décroissant :</i></p> <p><i>Une note sur 100 sera attribuée à chaque candidat pour chacun des critères et un coefficient de pondération sera affecté à chacun de ces critères. La note maximale attribuée à l'offre du candidat sera de 100,</i></p>	

	<i>d. Choix du titulaire.</i> <i>S'ils ne sont pas fournis à la remise de l'offre, les certificats et attestations seront fournis au Maître d'Ouvrage par les entreprises retenues dans les huit jours suivant sa demande.</i>	
2	Valeur technique de l'offre	60
	<i>Cette valeur technique sera évaluée sur la base du mémoire technique précisant les moyens matériels et humains mis en œuvre pour la réalisation du marché et décrivant la qualité des produits et matériaux proposés.</i> <i>Seront prises en compte les références pour des ouvrages similaires.</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Moyens humains : sous critère noté sur 20 points,</i> <i>(Equipe dédiée à l'opération avec qualification des intervenants)</i> • <i>Moyens matériels : sous critère noté sur 30 points,</i> • <i>Expérience pour des travaux similaires : sous critère noté sur 10 points,</i> • <i>Prise en compte du critère environnemental : sous critère noté sur 20 points,</i> <i>(Plan d'élimination des déchets, recyclage, bilan Carbone)</i> • <i>Délais de réalisation : sous critère noté sur 20 points,</i> <i>(Planning détaillé d'exécution à joindre au mémoire technique)</i> <i>Une note globale sur 100 est ainsi attribuée à chaque candidat. Sur chacun des sous critères de notation, la notation est entière.</i> <i>NB : Chaque candidat est réputé avoir procédé à une visite du site avant la remise de son offre. En conséquence, il ne saurait se prévaloir ultérieurement de contraintes et/ou d'imprévus résultants des caractéristiques du site, et n'apparaissant pas dans le dossier de consultation, pour présenter, à ce titre, une quelconque demande d'indemnité.</i>	
	Pondération totale des critères d'attribution :	100

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du maître d'ouvrage.

Si une offre lui paraît anormalement basse, le maître d'ouvrage demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

ARTICLE 7. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.marches-securises.fr/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Copie de sauvegarde

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ".

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Au terme de la procédure, le maître d'ouvrage demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 9. LITIGES ET DIFFÉRENDS

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de DIJON

Tél. : 03 80 73 91 00

Fax :

Email : greffe.ta-dijon@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal Administratif de DIJON

Tél. : 03 80 73 91 00

Fax :

Email : greffe.ta-dijon@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr.

ANNEXE 1: ATTESTATION DE VISITE

Dossier : 2024/11/ENV

Objet : Réaménagement et mise en conformité de la déchèterie de Pontailler sur Saône

Procédure : procédure adaptée

Je soussigné :

représentant Communauté de Communes Auxonne Pontailler Val de Saône

atteste que :

représentant le soumissionnaire :

.....

.....

s'est rendu sur le lieu, le, afin d'apprécier tous les éléments qui lui permettront de remettre son offre pour le présent marché.

Signatures :

Pour le soumissionnaire,
Saône,

Pour Communauté de Communes Auxonne Pontailler Val de

Cette attestation est à compléter et à joindre à l'offre.